

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 24 janvier 2024

Crise agricole : Ne nous trompons pas de diagnostic !

Les événements qui secouent notre pays depuis plusieurs jours sont la conséquence d'une crise agricole durable et structurelle aux origines multiples qui appellent à des réformes d'ampleur.

Cette explosion de la colère agricole n'est donc pas une surprise. Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) militent depuis des années en faveur d'une véritable transition de notre modèle agricole vers davantage de durabilité et de reconnaissance du travail rendu, conditions indispensables pour offrir des perspectives à nos agriculteurs et réveiller les vocations à l'heure où la moitié des agriculteurs partira à la retraite dans les dix ans.

Mais ne nous trompons pas de diagnostic ! La crise est avant tout économique et commerciale à l'heure où les géants de l'industrie et de la distribution agroalimentaires se mènent une guerre des prix toujours plus forte, et dont les agriculteurs sont toujours les grands perdants.

Le verdissement de la PAC et le *green deal* européen ne sont pas responsables de la crise actuelle et ne doivent certainement pas être traités comme des ennemis à combattre.

A l'heure de la crise climatique qui nous frappe, la préservation de notre environnement et de notre santé ne doit pas être sacrifiées sur l'autel du libéralisme économique.

Les sénatrices et sénateurs SER portent depuis des années la nécessité de s'engager toujours davantage dans la voie de l'agroécologie et de valoriser et rémunérer l'ensemble des services rendus par nos agriculteurs, qu'ils soient économiques, sociaux, environnementaux ou d'intérêt général territorial. Ils souhaitent également un véritable rééquilibrage des relations commerciales devant les échecs successifs des lois EGALIM et demandent depuis des années une grande loi foncière.

La guerre en Ukraine nous a rappelé la nécessité de reconquérir notre appareil de production pour s'assurer de notre souveraineté alimentaire. Pour autant, nous devons préserver et valoriser la qualité de l'agriculture française pour aller vers le mieux-disant et non l'abaissement des normes. La réciprocité des normes doit être effective au sein de l'UE et doit prévaloir dans tous les accords commerciaux internationaux.

Une réflexion en profondeur doit être menée dans ce sens et les sénatrices et sénateurs du groupe SER craignent qu'une énième loi agricole – au calendrier sans cesse reporté – n'apporte aucune solution durable à la crise profonde de notre agriculture et ne s'apparente qu'à un pansement sur une jambe de bois. Le rééquilibrage des relations commerciales tout au long de la chaîne agroalimentaire doit être la priorité si nous voulons vraiment parvenir à une juste reconnaissance du travail et donc du revenu des agriculteurs.

C'est pourquoi les sénatrices et sénateurs du groupe SER demandent au Président du Sénat la constitution d'une commission d'enquête sur la question des revenus agricoles et des relations commerciales agroalimentaires. Il est temps qu'un diagnostic clair, précis et transparent soit posé sur les pratiques de certains opérateurs économiques, afin de mettre fin à un système qui tue à petit feu notre agriculture.

Chef de file :



Jean-Claude TISSOT
Sénateur de La Loire